



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 novembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2023 - 220 MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M²
PRINCIPE DU RECOURS A UNE CONCESSION DE SERVICE PUBLIC

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 30 octobre 2023, s'est réuni le mardi 7 novembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjointes :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Jean-Paul CAMERANO, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE
Monsieur Roger MISSENTI,
Monsieur Jean-Pierre BICAIL
Monsieur Paul EUZIERE
Myriam LAZREUG

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

/

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Patrick ISNARD

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

/

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Roger MISSENTI à Monsieur Serge PERCHERON
Monsieur Jean-Pierre BICAIL à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 26 septembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2023 - 214 IMMEUBLE SITUE 15 RUE PAUL GOBY
CESSION LOT N° 20**

**VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL**

2023 - 220

DU 7 NOVEMBRE 2023

**MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 m²
PRINCIPE DU RECOURS A UNE CONCESSION DE SERVICE PUBLIC**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Mise à disposition, pose, entretien, maintenance et exploitation de mobiliers urbains « ABRIS VOYAGEURS » et dispositifs d'affichage de 2 et 8 m² sous la forme d'une concession de service.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT
JURIDIQUE	Recettes	

Madame Murièle CHABERT expose :

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles les articles L. 1410-1 et suivants et L. 2121- 29,

Vu le code de la commande publique et notamment ses articles L. 1120-1 à L 1121-4 et L 3000-1,

Vu l'avis favorable de la commission consultative des services publics locaux en date du 16 octobre 2023,

Vu le rapport concernant les modes de gestion annexé à la présente,

Considérant que les marchés publics concernant les abris voyageurs installés sur le territoire de la commune de Grasse, équipant le réseau de transport public SILLAGES de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ou de la région PACA, ainsi que les mobiliers publicitaires de 2 m² et 8 m² arrivent à terme à compter du 30 avril 2024, il convient d'organiser une consultation afin d'attribuer un contrat de concession de service pour la fourniture, l'installation, l'entretien, le nettoyage et l'exploitation publicitaire et non publicitaire d'abris voyageurs, de modules de 2 et 8 m².

Considérant que les emplacements sont tous situés sur le territoire de la commune de Grasse, que ce soit sur son domaine public, sur le domaine public départemental mais aussi en Zone d'Activités Economiques relevant de la compétence de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

Considérant que la future concession devra assurer la cohérence esthétique des mobiliers de la ville, recourir aux nouvelles technologies et mettre en valeur certaines informations municipales. Les mobiliers auront vocation à s'intégrer dans le paysage urbain afin de constituer un ensemble cohérent, harmonieux, homogène, performant et respectueux du développement durable.

Considérant qu'ils devront se conformer au règlement local de publicité.

Considérant que la commune de Grasse souhaite passer une concession de services à la place d'un marché public, afin que le risque lié à l'exploitation des ouvrages à installer soit transféré au concessionnaire. En effet, un contrat qui a pour objet l'installation, l'exploitation, la maintenance et l'entretien de mobiliers urbains et qui prévoit que le titulaire assure ces prestations à titre gratuit, en contrepartie de la perception de recettes publicitaires, est une concession, s'il ne comporte, comme c'est le cas de la future concession, aucune clause prévoyant le

versement d'un prix à son titulaire couvrant les investissements ou éliminant tout risque réel d'exploitation, la commune de Grasse ne participant pas au financement du service.

Considérant qu'en application de l'article R. 3121-1 du Code de la commande publique, la valeur de la concession est estimée à 6,8 millions d'euros hors taxe, ce qui correspond au chiffre d'affaire total hors taxes du concessionnaire pendant 12 ans.

Considérant que la procédure envisagée est la concession de services formalisée afin que les candidats puissent remettre leurs candidatures et leurs offres en même temps.

Considérant que plusieurs modes de gestion sont possibles, à savoir :

- La régie directe : la collectivité exploite elle-même le service avec ses propres moyens et son propre personnel. L'administration assure le suivi et l'entretien des installations. L'exploitation est réalisée aux frais et risques de la régie.
- Une gestion externalisée par le biais d'un marché public, d'une concession de service ou d'une convention d'occupation domaniale.

Considérant que la régie directe présente l'avantage d'une maîtrise de la décision et de la gestion quotidienne du service. En revanche, elle présente l'inconvénient d'une exploitation aux risques de la collectivité et d'une expertise moindre sur le plan technique et juridique d'un professionnel du secteur, au regard notamment de la forte complexité de recherche des annonceurs pour ce secteur d'activité.

Aussi, il est proposé le renouvellement d'une gestion externalisée. Parmi les différents modes de gestion externalisée possibles, il est proposé au conseil municipal de ne pas retenir la convention d'occupation domaniale, car ce mode de gestion n'est pas adapté à notre cas de figure dès lors qu'un contrat de mobilier urbain, lorsqu'il a pour objet de répondre à un besoin de la collectivité, que ce soit en termes de diffusion d'informations auprès de ses habitants ou de protection des usagers des transports en commun, ne peut être traité sous cette forme conventionnelle.

Considérant que selon le Conseil d'Etat, la qualification du contrat de mobilier urbain est déterminée par l'équilibre économique du contrat. Ainsi un contrat qui a pour objet l'installation, l'exploitation, la maintenance et l'entretien de mobiliers urbains, qui prévoit que le titulaire du contrat assure ces prestations à titre gratuit en contrepartie de la perception de recettes publicitaires, est un marché public s'il comporte une clause prévoyant le versement d'un prix à son titulaire couvrant les investissements ou éliminant tout risque réel d'exploitation.

Un tel contrat doit en revanche être qualifié de concession de service public en l'absence d'une telle clause, car en ce cas, l'opérateur économique supporte un risque d'exploitation lié à l'exploitation des mobiliers.

Considérant que la procédure de concession de service est alors mise en œuvre dans les conditions prévues aux articles L. 1120-1 à L 1121-4 et L 3000-1 et suivants du Code de la Commande publique.

Considérant qu'il s'avère que le choix d'une concession de services pour la mise à disposition, installation, maintenance et entretien de mobilier urbain publicitaire serait plus favorable à la ville, car en effet ce mode de gestion permet un transfert des risques d'exploitation, juridiques et économiques vers le délégataire, une expertise pointue sur le plan technique et juridique, une incitation à développer les services de manière optimale tout en permettant un contrôle de la collectivité sur l'exécution des prestations au travers du rapport annuel transmis par le délégataire.

Considérant les caractéristiques principales du contrat : Le projet de contrat de concession prévoit la mise à disposition, l'installation, la maintenance, l'entretien et l'exploitation commerciale de mobiliers urbains publicitaires et non publicitaires, suivants :

- 101 abris voyageurs, dont certains abris voyageurs non publicitaires,
- 60 mobiliers d'information, d'environ 2 m² publicitaires,
- 8 mobiliers d'information, d'environ 8 m² publicitaires,

Le concessionnaire sera responsable de :

- La fourniture et l'installation de tous les mobiliers urbains,
- L'exploitation directe des mobiliers urbains,
- L'entretien et la maintenance (y compris le renouvellement en cours de contrat) de tous les mobiliers urbains à ses risques et périls.

Considérant que le concessionnaire mettra à disposition gratuitement de la Commune les mobiliers urbains, mais en contrepartie il bénéficiera du droit d'exploiter commercialement les faces d'affichage de ces mobiliers.

Considérant que le concessionnaire devra assurer, à ses frais et risques, l'exécution du contrat de concession et supporter seul le risque d'exploitation du service.

Considérant que la durée de cette concession sera de 12 ans, équivalent à la durée d'amortissement des mobiliers urbains,

Considérant que les membres de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 16 octobre 2023 ont donné un avis favorable pour le principe du recours à une concession de service public.

Considérant que les candidatures et les offres seront déposées à la même date et si celles-ci sont conformes, les différentes propositions seront examinées par la Commission de Délégation de Service Public désignée par le Conseil Municipal du 7 juillet 2020.

Considérant qu'il est possible d'organiser librement des négociations avec un ou plusieurs candidats ayant présenté une offre ;

Considérant que les critères de jugement des offres seront les suivants :

- Critère qualité de l'offre technique,
- Critère qualité de l'offre de service,
- Critère environnemental,
- Critère qualité de l'offre financière.

Considérant que le choix du concessionnaire se fera lors de l'approbation par l'assemblée délibérante.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie » et « Vivre ensemble » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 17 octobre 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le principe de concession de service public relative à la mise à disposition, à la pose, à l'entretien, à la maintenance et à l'exploitation de mobiliers urbains tel que décrit ci-dessus ;
- **INDIQUER** que les propositions seront examinées par la commission de délégation de service public ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités et signer tous les documents nécessaires à la procédure de mise en concurrence et notamment à négocier librement les offres présentées

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Deliberation affichée le 8-NOV. 2023

**suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME**

Le Maire

[Signature]

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

[Signature]

- 8 NOV. 2023

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

